

En bref

Les revendications de Michel Wurth

Michel Wurth, président de la Chambre de commerce, a saisi l'occasion de l'ouverture de la foire pour formuler une demi-douzaine de revendications de la part du patronat. Il a critiqué «l'immobilisme en matière de réforme» dont souffre le pays. Selon lui, ce n'est qu'au prix de décisions politiques courageuses que le pays pourra maintenir son niveau de vie pour les années à venir. Le ministre de l'Economie, Jeannot Krecké, lui a répondu que les différentes demandes du patronat faisait partie de son programme des 65 mesures pour améliorer la compétitivité du pays, même si ces dernières ne vont pas toujours aussi loin que le souhaite le patronat. Il s'est malgré tout engagé à transmettre l'ensemble de ces demandes au gouvernement. Michel Wurth a par exemple revendiqué une simplification de la création d'entreprise, une réforme de la loi sur les faillites ou la nécessité de disposer de plus de zones d'activité où les entreprises peuvent s'installer.

La foire: infos pratiques

Inaugurée samedi, la foire restera ouverte jusqu'au 22 mai, en semaine de 14 à 20 heures avec une nocturne jeudi jusqu'à 22 heures. Samedi et dimanche la foire sera ouverte de 10 à 19 heures. A noter aussi le salon emobility où des véhicules électriques sont présentés au public. Plus d'infos sur

www.luxexpo.lu

Discours de Jeannot Krecké pour l'ouverture de la foire de printemps

Prêt à «mettre le paquet»

Depuis la catastrophe nucléaire au Japon, l'énergie est au centre des débats. Jeannot Krecké n'a pas fait défaut à la règle samedi, dans son discours juste avant l'ouverture de la 98^e édition de la foire. Le ministre s'est dit prêt «à mettre le paquet» en matière d'énergie renouvelable. Mais il a souligné aussi que cela ne sera possible que si cette politique est portée par un large consensus.

■ Soucieux de répondre aux critiques des écologistes, Jeannot Krecké a souligné tout ce qui a été accompli en matière d'énergie depuis qu'il est titulaire du portefeuille de l'énergie au sein du gouvernement, soit depuis 2004.

Il a ainsi relevé que depuis 2005, le taux d'énergie renouvelable a presque doublé, étant passé de 0,9 % à 1,7 % en 2009. Il a aussi rappelé que sur base d'une étude réalisée par des experts internationaux, l'objectif est de passer à 4 % d'énergie renouvelable produite au Luxembourg d'ici 2020. A ceux qui estiment que ce n'est pas assez, Jeannot Krecké a déclaré que le coût de ce programme se chiffre à 830 millions d'euros.

Le nombre d'éoliennes va doubler

Prêt à mettre le «paquet» sur les énergies renouvelables, le ministre a encore une fois précisé que cet objectif nécessite de passer de



«On ne peut manifester le matin à Cattenom, mais l'après-midi refuser la construction d'une éolienne près de chez soi», a relevé Jeannot Krecké (Photo: Marc Wilwert)

2.000 à 20.000 installations solaires photovoltaïques, de 3.000 à 30.000 installations solaires thermiques. Le nombre d'éoliennes

devra plus que doubler et aller de 43 à 90 unités. Il faudra également 45 installations hydroélectriques (contre 31 aujourd'hui) et

10 installations de cogénération moyenne fonctionnant à la biomasse solide (contre 1 actuellement).

«Les efforts à investir sont énormes», a dès lors prévenu le ministre qui a lancé un appel à la classe politique pour soutenir ce programme. «On ne peut manifester le matin à Cattenom, et l'après-midi refuser la construction d'une éolienne près de chez soi», a-t-il souligné. Il souhaite dès lors un consensus au-delà des partis politiques, sans quoi il sera difficile d'avancer sur le sujet.

Peu auparavant, le ministre avait encore souligné que «la dépendance énergétique de notre pays est de l'ordre de 98 %» et des interconnexions avec les réseaux de nos pays voisins sont donc vitales. «Sans échange il n'y pas d'aide possible». Il a aussi évoqué la possible construction d'une deuxième centrale turbine gaz-vapeur, afin de réduire cette dépendance. Mais Jeannot Krecké a aussi souligné que le gouvernement continue de rester critique par rapport à l'énergie nucléaire. Il a expliqué que la politique énergétique, étant différente dans les pays européens, les intérêts sont dès lors nationaux.

D'où la difficulté de trouver un consensus sur la question à échelle européenne. Le Grand-Duché continuera cependant de réclamer que le risque d'un crash aérien soit inclus dans les stress-tests. «Nous le devons à nos concitoyens», a-t-il conclu.

■ Nicolas Anen